

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

15 MAI 2024

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2024

INTRODUCTION

La dynamique de reddition des comptes publics se poursuit à travers la publication régulière des rapports d'exécution budgétaire de l'Etat.

Le présent rapport met à la disposition des responsables politico-administratifs, les partenaires techniques et financiers ainsi que le public en général les informations sur les finances publiques en particulier sur l'exécution du budget en cours à fin mars 2024.

Ce rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2024

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, soumis à l'examen du Conseil des Ministres, est élaboré dans un contexte marqué par :

a) Au plan national

- une situation macroéconomique précaire, malgré la stabilisation en cours ;
- des difficultés persistantes d'approvisionnement en produits pétroliers qui n'ont pas permis le rebond de croissance économique attendu en 2023 ;
- la poursuite des discussions avec les partenaires au développement ;
- la mise en œuvre progressive de certaines recommandations du séminaire gouvernemental du mois d'août 2022 en vue de mobiliser davantage les ressources domestiques.

b) A l'international

- Les tensions géopolitiques latentes ont fini par entrainer le déclenchement d'une crise humanitaire coûteuse relative à la guerre en Ukraine.
- Les dégâts économiques entraînés par ce conflit, contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale et alimenteront l'inflation.
- Les prix des combustibles et des denrées alimentaires ont déjà augmenté en touchant les couches vulnérables de la population des pays à faible revenu.

i) L'environnement économique international en 2023 et les perspectives en 2024

Selon les prévisions de référence du FMI, la croissance mondiale va ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024, soit bien moins que la moyenne historique (2000-19) de 3,8 %.

Le monde multipolaire court le risque de ralentissement de la croissance dans les trois principales économies du monde, à savoir : les Etats-Unis, la Chine et la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, passant de 2,1% en 2022 et 2023, à 1,5% en 2024.

En Chine, les prévisions restent inchangées à 5,0 % pour 2023 et 4,2 % pour 2024, mais avec un changement de composition : la croissance de la consommation a évolué

globalement conformément aux Perspectives Economiques Mondiales du mois d'octobre 2023.

Dans la zone euro, les prévisions restent globalement inchangées et la croissance devrait chuter de 3,3% en 2022 à 0,7% en 2023 avant de remonter à 1,2% en 2024.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait baisser à 3,3% en 2023 avant de remonter à son niveau de 2022 à 4,0% en 2024.

Pour les économies émergentes et en développement, la croissance devrait être globalement stable à 4,0 % en 2023 et en 2024. Cette moyenne stable masque toutefois des divergences, avec environ 61% des économies de ce groupe qui connaîtront une croissance plus rapide en 2023 et le reste, y compris les pays à faible revenu.

Dans la zone CEMAC, les données recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière un relatif affermissement de la reprise des économies de la CEMAC, en dépit des incertitudes persistantes liées à la COVID-19 et les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie. L'activité économique suit néanmoins une tendance de l'évolution favorable grâce aux divers facteurs que sont : (i) la bonne tenue des cours du pétrole, (ii) une solidité de l'activité minière dans les pays producteurs, et (iii) des services consolidant leur trend haussier, notamment pour les branches hôtellerie, transports et les communications etc. En référence aux éléments ci-évoqués, le taux de croissance de l'activité dans la CEMAC, de 3,2% à fin 2022, et projeté à 2,5% à fin 2023, devrait se hisser autour de 2,9% en 2024.

ii) L'environnement économique national

Sur le plan national, l'économie centrafricaine se relève progressivement de la crise des hydrocarbures qui a débuté en avril 2022, avec pour corollaire un affaissement de l'activité économique, une détérioration des finances de l'Etat, et une poussée inflationniste. Les efforts du Gouvernement, appuyés par le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI, ont permis d'amorcer un processus de stabilisation qui conduirait graduellement à une accélération de l'activité économique en 2024, avec une croissance économique projetée à 1,5 % contre 1% en 2023. L'inflation quant à elle passerait de 6,5 % en 2023 à 2,7% en 2024.

I. GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DU BUDGET 2024

La politique de gestion des finances publiques, traduit dans le Document du cadre budgétaire à moyen terme (2024-2026), vise la poursuite de la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses. Elle met en évidence les priorités relatives à la maîtrise des charges de fonctionnement et la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public, afin de dégager des marges budgétaires au profit des investissements structurants, des dépenses sociales et celles relatives à la défense.

Pour tenir compte de ces priorités dans le budget 2024, le Gouvernement a donné des orientations et mesures à prendre en compte en vue de répondre efficacement aux besoins des populations. *On*

Ces priorités s'articulent autour des mesures fiscales et des orientations budgétaires suivantes :

En matière des dispositions fiscales :

- **La mise à jour des dispositions du Code général des impôts (CGI) relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** au regard de la Directive n°11/22-CEMAC-UEAC-010A-CM-38 du 11 novembre 2022 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de TVA sur :
 - l'élargissement de l'assiette pour renforcer les recettes intérieures ;
 - l'amélioration de la neutralité économique de la TVA ;
 - la modernisation du mécanisme de la TVA.

- **La délocalisation de la pénalité au taux de 10%** pour plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de cette sanction prévue à l'article 344 du C.G.I ;

- **L'introduction du Livre des procédures fiscales** en vue d'une meilleure appropriation des bonnes pratiques fiscales. En effet, les dispositions relatives aux diverses procédures en matière fiscale sont dispersées dans le Code Général des Impôts et rattachées à chaque nature d'impôt et taxe.

En matière des dispositions douanières :

Les mesures proposées portent sur :

- L'application du taux réduit de TVA (5%) ;
- L'application de 50% du fret aérien sur les produits importés par voie aérienne ;
- L'élargissement de l'exclusion de l'exonération sur certains produits de premières nécessités (Riz et farines) ; et
- Le dédouanement des logiciels aux taux du Tarif Extérieur Commun (TEC).

En matière des dispositions des ressources et de charges :

- Une disposition relative à l'action récursoire a été proposée. En effet, l'Etat peut engager l'action récursoire contre un agent public et une institution lorsque la responsabilité de celle-ci se trouve engagée.
- Au titre des **dispositions relatives aux abattements sur salaires** le projet de cette loi a prévu la levée progressive de la mesure en réduisant les taux passant de 10% à 5%.
- En ce qui concerne les **dispositions relatives aux frais des missions à l'extérieur**, les dispositions de l'Article 10 de la Loi n°13.004 du 21 novembre 2013, relatives aux montants de l'indemnité forfaitaire des frais de mission à l'étranger, ont été revues. Une autre nouveauté concerne le rétablissement des frais de transit.

En matière des dépenses

La nécessité est de rationaliser les dépenses de l'Etat de façon à garantir le fonctionnement optimal des services publics. A cet effet, les dépenses en infrastructures

financées sur ressources propres ainsi que les dépenses à caractère social sont priorisées dans le cadre de l'élaboration de ce projet du budget 2024.

C'est dans ce contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de Loi de Finances 2024 ont été arrêtées.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances 2024 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi de Finances 2024 (en milliers de francs CFA)

| Libellés | Prévisions LF 2024 |
|---------------------------------------|---------------------|
| Ressources budgétaires | 291 840 000 |
| Ressources propres | 160 500 000 |
| Douanes | 67 500 000 |
| Impôts | 65 500 000 |
| Trésor | 27 500 000 |
| Ressources extérieures | 131 340 000 |
| Appuis budgétaires | 33 200 000 |
| Appuis projets | 98 140 000 |
| Dons projets | 91 640 000 |
| Emprunts projets | 6 500 000 |
| | |
| Charges Budgétaires | 320 087 889 |
| Dépenses primaires | 208 215 849 |
| Dépenses de Personnel | 96 165 056 |
| Dépenses de Biens et Services | 42 958 031 |
| Dépenses de Transferts | 50 647 634 |
| Investissement sur ressources propres | 18 445 128 |
| Charges Financières | 13 732 040 |
| Financement Extérieur | 98 140 000 |
| | |
| Solde budgétaire global | - 28 247 889 |

Source : LF 2024

BA3

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi de Finances 2024 (en milliers de francs CFA)

| Libellés | Prévisions LF 2024 |
|------------------------------------|--------------------|
| Ressources de trésorerie | 200 000 000 |
| Titres publics | 200 000 000 |
| Charges de trésorerie | 58 672 000 |
| Remboursements emprunts extérieurs | 5 573 000 |
| Remboursements dette intérieure | 3 573 000 |
| Contrepartie DTS/FMI | 21 026 000 |
| Remboursements Titres publics | 28 500 000 |
| Solde de Trésorerie | 141 328 000 |

Source : LF 2024

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires

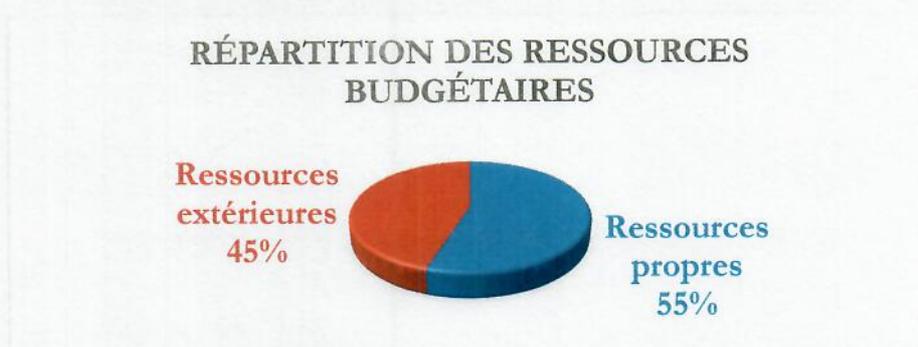
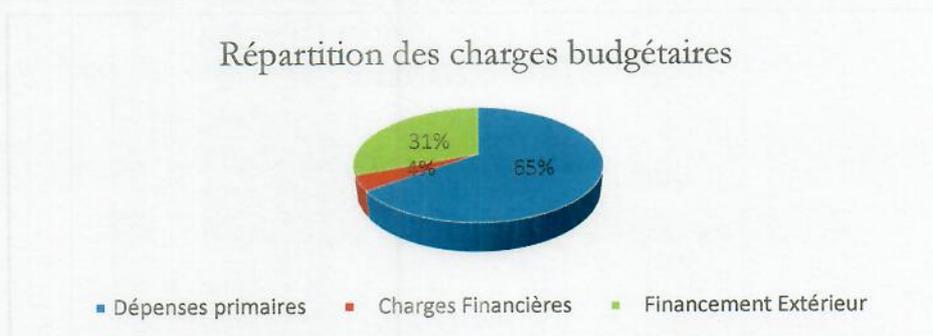


Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 1^{er} trimestre 2024, sur une prévision annuelle de 291,84 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires sont mobilisées à hauteur de 51,01 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (38,99 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (12,03 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 17,48%. *0,5*

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 24,97% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques et des appuis budgétaires.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 31 mars 2024 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation au 1er trimestre 2023 | Prévision 2024 | Réalisation au 1er trimestre 2024 | Taux de réalisation |
|-------------------------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------------|---------------------|
| RESSOURCES BUDGETAIRES | 40 821 276 | 291 840 000 | 51 015 977 | 17,48% |
| Ressources propres | 32 082 000 | 160 500 000 | 38 987 000 | 24,29% |
| Douanes | 11 917 000 | 67 500 000 | 13 353 000 | 19,78% |
| Impôts | 13 571 000 | 65 500 000 | 16 268 000 | 24,84% |
| Trésor | 6 594 000 | 27 500 000 | 9 366 000 | 34,06% |
| Ressources extérieures | 8 739 276 | 131 340 000 | 12 028 977 | 9,16% |
| Appuis budgétaires (DTS FMI) | 3 700 000 | 33 200 000 | 6 510 000 | 19,61% |
| Appuis projets | 5 039 276 | 98 140 000 | 5 518 977 | 5,62% |
| Dons projets | 5 039 276 | 91 640 000 | 5 518 977 | 6,02% |
| Emprunts projets | | 6 500 000 | | 0,00% |

1) Les ressources propres

A fin mars 2024, les différentes régies ont mobilisé la somme de 38,99 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 24,29% proche de la cible de 25% visée. En comparaison à la mobilisation du 1^{er} trimestre 2023, une hausse de 21,52% a été constatée. Cette hausse se justifie par les efforts déployés dans les différentes régies.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1^{er} trimestre 2024, la DGDDI a recouvré la somme de 13,35 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 67,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 19,78% inférieur à la cible souhaitée. En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 12,05% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie par une mobilisation plus importante des recettes fiscales et des amendes et pénalités.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2023 | Prévision 2024 | Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2024 | Taux de réalisation |
|----------------------|--|-------------------|--|------------------------|
| Recettes fiscales | 10 418 632 | 58 649 979 | 11 068 625 | 18,87% |
| Droits de sorties | 206 803 | 895 848 | 489 766 | 54,67% |
| Amendes et pénalités | 70 310 | 163 372 | 634 366 | 388,30% |
| Recettes affectées | 722 030 | 6 173 564 | 811 567 | 13,15% |
| Autres Recettes | 499 225 | 1 617 237 | 348 676 | 21,56% |
| TOTAL | 11 917 000 | 67 500 000 | 13 353 000 | 19,78% |

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Au 31 mars 2024, sur une prévision de 65,50 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 16,27 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 24,84% proche de la cible souhaitée. Il faut souligner que le niveau de recouvrement devait être plus important si les recettes mobilisées au Ministère des Mines étaient comptabilisées sur les performances de la DGID.

En comparaison au niveau de recouvrement du 1^{er} trimestre de l'année dernière, une hausse de 19,87% a été observée justifiées par une augmentation des recettes fiscales et non fiscales.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1^{er} trimestre 2024 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2023 | Prévision 2024 | Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2024 | Taux de réalisation |
|-----------------------------------|--|-------------------|---|------------------------|
| Recettes fiscales | 12 157 283 | 57 942 000 | 13 862 239 | 23,92% |
| Recettes non fiscales | 1 077 308 | 5 911 250 | 2 082 137 | 35,22% |
| Recettes sur exercices antérieurs | | 517 750 | 198 857 | 38,41% |
| Produits divers et exceptionnels | 336 409 | 1 129 000 | 124 767 | 11,05% |
| TOTAL | 13 571 000 | 65 500 000 | 16 268 000 | 24,84% |

➤ **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

Au 1^{er} trimestre 2024, la DGTCP a mobilisé au total 9,37 milliards de francs CFA sur une prévision de 27,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 34,06%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de

42,04% a été constatée. Cette hausse s'explique par l'augmentation des recettes non fiscales et des produits exceptionnels.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin mars 2024 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 31 mars 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation au 1er trimestre 2023 | Prévision 2024 | Réalisation au 1er trimestre 2024 | Taux réalisation |
|------------------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------------|------------------|
| Recettes non fiscales | 2 109 000 | 21 800 000 | 4 276 595 | 19,62% |
| Produits exceptionnels | 2 607 000 | 500 000 | 4 200 100 | 840,02% |
| Taxes et Redevances | | 4 400 000 | 464 100 | 10,55% |
| Produits financiers | 1 878 000 | 800 000 | 425 205 | 53,15% |
| TOTAL | 6 594 000 | 27 500 000 | 9 366 000 | 34,06% |

2) Les ressources extérieures

Au 1er trimestre 2024, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 12,03 milliards de francs CFA sur une prévision de 131,34 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 9,16% très en deçà de la cible.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (6,51 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (5,52 milliards de francs CFA). En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 37,64% a été constatée justifiées par une mobilisation plus importante par rapport à l'année dernière des appuis budgétaires.

Cette faible mobilisation qui est provisoire s'explique par la difficulté des Agents du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale à collecter les données auprès des unités de gestion des projets.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 1er trimestre 2024, sur une prévision annuelle de 320,09 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 50,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 15,87%.

Ce faible niveau d'exécution est visible sur la quasi-totalité des rubriques des dépenses à l'exception des dépenses du Personnel.

Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 1er trimestre 2024 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 31 mars 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Réalisation au 1er trimestre 2023 | Prévision 2024 | Réalisation au 1er trimestre 2024 | Taux de réalisation |
|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------------|---------------------|
| CHARGES BUDGETAIRES | 49 997 743 | 320 087 889 | 50 784 229 | 15,87% |
| Charges Financières | | 13 732 040 | | 0,00% |
| Personnel | 22 855 122 | 96 165 056 | 24 617 181 | 25,60% |
| Biens et Services | 8 548 684 | 42 958 031 | 6 277 075 | 14,61% |
| Transferts et subventions | 12 514 013 | 50 647 634 | 12 037 879 | 23,77% |
| Investissement | 6 079 924 | 116 585 128 | 7 885 053 | 6,74% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 1 040 648 | 18 445 128 | 2 336 076 | 12,67% |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 5 039 276 | 98 140 000 | 5 518 977 | 5,62% |

III.1.1) Les dépenses ordinaires

a) Les charges Financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 1er trimestre 2024, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

b) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 96,16 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1er trimestre 2024 s'élèvent à hauteur de 24,62 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 25,60% légèrement supérieur à la cible de 25%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 7,71% a été constatée.

c) Les dépenses des biens et services

A fin mars 2024, sur une prévision de 42,96 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 6,28 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 14,61%. En comparaison à l'exécution du 1er trimestre de l'année 2023, une baisse de 26,57% a été observée.

d) Les dépenses de transferts

Au 1er trimestre 2024, les dépenses de transferts sont exécutées à l'ordre de 12,04 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 50,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 23,77%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une baisse de 3,80% a été constatée.

II.2.1) Les dépenses d'investissement

Au 1^{er} trimestre 2024, les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 7,85 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 116,58 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 6,74%. On distingue les dépenses d'investissement sur ressources propres et celles sur ressources extérieures.

Au cours de ce trimestre, les dépenses d'investissement sur ressources propres sont exécutées à l'ordre de 2,34 milliards de francs CFA sur une prévision de 18,44 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 12,67%.

S'agissant des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles sont exécutées à hauteur de 5,52 milliards de francs CFA sur une prévision de 98,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 5,62%.

A titre de comparaison par rapport à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, l'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de 29,20% malgré son faible niveau d'exécution.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de 2024 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 200 milliards de francs CFA constituées uniquement de Titres publics (Bon de Trésor). Au cours du 1^{er} trimestre 2024, 18,47 milliards de francs CFA ont été mobilisés représentant un taux de mobilisation de 9,23%.

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 1^{er} trimestre 2024, sur une prévision de 58,67 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 9,75 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 16,62%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :
Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 31 mars 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Prévisions 2024 | Réalisations au 1er trimestre 2024 | Taux |
|------------------------------------|--------------------|--|--------|
| Charges de trésorerie | 58 672 000 | 9 752 000 | 16,62% |
| Remboursements emprunts extérieurs | 5 573 000 | 1 206 000 | 21,64% |
| Remboursements dette intérieure | 3 573 000 | 1 534 000 | 42,93% |
| Contrepartie DTS/FMI | 21 026 000 | | 0,00% |
| Remboursements Titres publics | 28 500 000 | 7 012 000 | 24,60% |

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1^{er} trimestre 2024, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 2,19 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 31 mars 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Exécution OP au 1er trimestre 2023 | Prévision 2024 | Exécution OP au 1er trimestre 2024 | Taux d'exécution |
|------------------------|---|-------------------|---|---------------------|
| Charges Financières | | 13 732 040 | | 0,00% |
| Biens et services | 3 869 462 | 42 958 031 | 1 604 271 | 3,73% |
| Intervention | 179 594 | 50 647 634 | 581 749 | 1,15% |
| Investissement sur BEC | | 18 445 128 | | 0,00% |
| Total | 4 049 056 | 125 782 833 | 2 186 020 | 1,74% |

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Pour l'année 2024, les secteurs prioritaires du Gouvernement sont la Défense, la Sécurité, les Infrastructures, l'Education et la Santé.

Au 1^{er} trimestre 2024, deux (02) des cinq (05) secteurs prioritaires du Gouvernement ont dépassé le seuil de 25%. Il s'agit de la « *Défense* » et « *l'Enseignement* » qui ont atteint respectivement les taux de 26,63% et 27,91%.

L'un des secteurs prioritaires notamment « *Logements et équipements collectifs* » a affiché un taux acceptable de 23,38% proche de la cible.

Le secteur de la « *Santé* » a atteint un niveau très faible de 4,15%.

Toutefois, d'autres secteurs non prioritaires notamment la « *Protection de l'environnement* » et « *Loisirs, culture et culte* » ont affiché un niveau d'exécution très satisfaisant atteignant respectivement 27,23% et 34,61%.

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 mars 2024 (en milliers de francs CFA)

| Code CFAP | Intitulé fonction | Prévision LFI | Engagé | Taux |
|----------------------|---|--------------------|-------------------|---------------|
| 01 | Services généraux des administrations publiques | 211 584 591 | 32 233 703 | 15,23% |
| 02 | Défense | 24 087 310 | 6 414 411 | 26,63% |
| 03 | Ordre et sécurité publics | 13 910 241 | 2 023 289 | 14,55% |
| 04 | Affaires économiques | 36 748 443 | 869 536 | 2,37% |
| 05 | Protection de l'environnement | 101 000 | 27 500 | 27,23% |
| 06 | Logements et équipements collectifs | 1 567 750 | 366 518 | 23,38% |
| 07 | Santé | 6 459 595 | 268 253 | 4,15% |
| 08 | Loisirs, culture et culte | 2 121 057 | 734 064 | 34,61% |
| 09 | Enseignement | 23 284 519 | 6 498 389 | 27,91% |
| 10 | Protection sociale | 232 683 | 22 270 | 9,57% |
| Total général | | 320 097 188 | 49 457 934 | 15,45% |

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 107,50 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} trimestre 2024 se chiffre à 12,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 11,20%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

Au 31 mars 2024, l'exécution des dépenses pour le traitement du personnel s'élève à hauteur de 5,37 milliards de francs CFA sur une prévision de 25,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 20,72%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 12,15 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services du secteur social se chiffre à 1,66 milliard de francs CFA soit un taux de réalisation de 13,70%.

c) Transferts

Au 1^{er} trimestre 2024, sur une prévision annuelle de 9,29 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts a atteint le montant de 1,83 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 19,70%.

d) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 1^{er} trimestre 2024 s'élève à 3,18 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 60,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 5,28%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Dotation 2024 | Réalisations au 1 ^{er} Trimestre 2024 | Taux d'exécution |
|-----------------------------------|-------------------|---|---------------------|
| Education | 33 677 074 | 6 418 928 | 19,06% |
| Titre II: Personnel | 18 360 843 | 3 962 434 | 21,58% |
| Titre III: Biens et Services | 4 135 231 | 1 375 749 | 33,27% |
| Titre IV: Transferts | 3 302 000 | 755 745 | 22,89% |
| Titre V: Investissements | 7 879 000 | 325 000 | 4,12% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 2 029 000 | 325 000 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 5 850 000 | | |
| Santé | 23 231 022 | 2 825 379 | 12,16% |
| Titre II: Personnel | 5 073 162 | 819 423 | 16,15% |
| Titre III: Biens et Services | 6 770 342 | 206 453 | 3,05% |
| Titre IV: Transferts | 2 917 000 | 517 618 | 17,74% |
| Titre V: Investissements | 8 470 518 | 1 281 885 | 15,13% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 470 518 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 8 000 000 | 1 281 885 | |
| Action Humanitaire | 2 059 287 | 115 082 | 5,59% |
| Titre II: Personnel | 270 874 | 65 284 | 24,10% |
| Titre III: Biens et Services | 132 663 | 7 861 | 5,93% |
| Titre IV: Transferts | 522 750 | 41 937 | 8,02% |
| Titre V: Investissements | 1 133 000 | - | 0,00% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 133 000 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 1 000 000 | | |
| Promotion du Genre | 2 043 947 | 114 062 | 5,58% |
| Titre II: Personnel | 410 397 | 89 735 | 21,87% |
| Titre III: Biens et Services | 145 950 | 750 | 0,51% |
| Titre IV: Transferts | 279 600 | 23 577 | 8,43% |

| | | | |
|-----------------------------------|--------------------|-------------------|---------------|
| Titre V: Investissements | 1 208 000 | - | 0,00% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 108 000 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 1 100 000 | | |
| Développement Rural | 28 442 107 | 2 164 034 | 7,61% |
| Titre II: Personnel | 808 648 | 192 266 | 23,78% |
| Titre III: Biens et Services | 300 787 | 2 425 | 0,81% |
| Titre IV: Transferts | 1 853 665 | 403 437 | 21,76% |
| Titre V: Investissements | 25 479 007 | 1 565 906 | 6,15% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 679 007 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 24 800 000 | 1 565 906 | |
| Elevage et Santé Animale | 773 747 | 122 805 | 15,87% |
| Titre II: Personnel | 422 843 | 98 306 | 23,25% |
| Titre III: Biens et Services | 132 025 | | 0,00% |
| Titre IV: Transferts | 142 379 | 20 000 | 14,05% |
| Titre V: Investissements | 76 500 | 4 499 | 5,88% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 76 500 | 4 499 | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | | | |
| Energie | 16 741 832 | 171 974 | 1,03% |
| Titre II: Personnel | 281 482 | 67 211 | 23,88% |
| Titre III: Biens et Services | 490 950 | 71 163 | 14,49% |
| Titre IV: Transferts | 134 400 | 33 600 | 25,00% |
| Titre V: Investissements | 15 835 000 | - | 0,00% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 2 635 000 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 13 200 000 | | |
| PME-PMI | 529 815 | 109 500 | 20,67% |
| Titre II: Personnel | 292 433 | 74 888 | 25,61% |
| Titre III: Biens et Services | 41 500 | | 0,00% |
| Titre IV: Transferts | 138 450 | 34 612 | 25,00% |
| Titre V: Investissements | 57 432 | - | 0,00% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 57 432 | | |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | | | |
| Total Personnel | 25 920 682 | 5 369 547 | 20,72% |
| Total Biens et Services | 12 149 448 | 1 664 401 | 13,70% |
| Total Transferts | 9 290 244 | 1 830 526 | 19,70% |
| Total Investissements | 60 138 457 | 3 177 290 | 5,28% |
| <i>Sur ressources propres</i> | 6 188 457 | 329 499 | 5,32% |
| <i>Sur ressources extérieures</i> | 53 950 000 | 2 847 791 | 5,28% |
| TOTAL GENERAL | 107 498 831 | 12 041 764 | 11,20% |

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 1^{er} trimestre 2024, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 51,01 milliards de francs CFA et 50,78 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 0,23 milliard de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 38,99 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires, elles se chiffrent à hauteur de 45,27 milliards de francs CFA, dégagant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 6,28 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Prévision 2024 | Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2024 | Taux de réalisation |
|---------------------------------------|---------------------|--|------------------------|
| RESSOURCES | 291 840 000 | 51 015 977 | 17,48% |
| Ressources propres | 160 500 000 | 38 987 000 | 24,29% |
| Douanes | 67 500 000 | 13 353 000 | 19,78% |
| Impôts | 65 500 000 | 16 268 000 | 24,84% |
| Trésor | 27 500 000 | 9 366 000 | 34,06% |
| Ressources extérieures | 131 340 000 | 12 028 977 | 9,16% |
| Appuis budgétaires | 33 200 000 | 6 510 000 | 19,61% |
| Appuis projets | 98 140 000 | 5 518 977 | 5,62% |
| <i>Dons projets</i> | 91 640 000 | 5 518 977 | 6,02% |
| <i>Emprunts projets</i> | 6 500 000 | | 0,00% |
| CHARGES | 320 087 889 | 50 784 188 | 15,87% |
| Dépenses primaires | 208 215 849 | 45 268 211 | 21,74% |
| Personnel | 96 165 056 | 24 617 181 | 25,60% |
| Biens et Services | 42 958 031 | 6 277 075 | 14,61% |
| Transferts et subventions | 50 647 634 | 12 037 879 | 23,77% |
| Investissement sur ressources propres | 18 445 128 | 2 336 076 | 12,67% |
| Charges Financières | 13 732 040 | | 0,00% |
| Financements extérieurs | 98 140 000 | 5 515 977 | 5,62% |
| Solde budgétaire global | - 28 247 889 | 231 789 | |
| Solde primaire | - 47 715 849 | - 6 281 211 | |

V.2. Solde de trésorerie

Au 31 mars 2024, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 18,47 milliards de francs CFA et 9,75 milliards de francs

CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 8,72 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie au 1^{er} trimestre 2024 (en milliers de francs CFA)

| | Prévisions 2024 | Réalisations au 1 ^{er} trimestre 2024 | Taux |
|------------------------------------|--------------------|--|---------------|
| Ressources de trésorerie | 200 000 000 | 18 468 000 | 9,23% |
| Titres publics | 200 000 000 | 18 468 000 | 9,23% |
| Charges de trésorerie | 58 672 000 | 9 752 000 | 16,62% |
| Remboursements emprunts extérieurs | 5 573 000 | 1 206 000 | 21,64% |
| Remboursements dette intérieure | 3 573 000 | 1 534 000 | 42,93% |
| Contrepartie DTS/FMI | 21 026 000 | | 0,00% |
| Remboursements Titres publics | 28 500 000 | 7 012 000 | 24,60% |
| Solde de Trésorerie | 141 328 000 | 8 716 000 | |

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

De l'analyse des rapports sur la situation d'exécution du budget des ministères et institutions, il ressort les difficultés suivantes :

- l'instabilité du réseau informatique relative aux coupures intempestives de l'électricité ne facilite pas l'exploitation du logiciel de la gestion budgétaire et comptable Sim_Ba ;
- la régulation préventive du budget ayant entraîné un ralentissement de la mise en œuvre de certaines activités ;
- le non-respect des délais d'exécution par certains fournisseurs ;
- le non-respect des délais de transmission des pièces justificatives des dépenses par certains bénéficiaires des subventions et caisses d'avances;
- la lourdeur des procédures d'exécution de la dépense publique;
- l'impact négatif de l'insécurité dans certaines zones du pays sur le recouvrement des recettes;
- la non maturité de certains projets entraînant un retard dans le lancement des marchés.

Au titre des perspectives, la Direction Générale du Budget envisage la formation des acteurs de la chaîne de la dépense publique dans l'application métiers Sim_Ba et la mise en place d'un dispositif sécuritaire pour un recouvrement optimal des recettes afin de faire face aux dépenses régaliennes.



Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Exécution Budgétaire à fin mars 2024

TABLÉAU A DOUBLE ENTREE

| Code | Institution / Ministère | Prévisions budgétaires | Charges de personnel | | | Dépenses de biens et services | | | Dépenses de transfert | | | Dépenses d'investissement | | | CUMUL | | |
|------|--|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Engagé | Ordonné | Payé | Engagé | Ordonné | Payé | Engagé | Ordonné | Payé | Engagé | Ordonné | Payé | Engagé | Ordonné | Payé |
| 00 | DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES | 32 577 040 000 | | | | 679 545 380 | 205 786 077 | 433 437 000 | 4 216 511 541 | 3 463 142 150 | 148 955 000 | - | - | - | 4 896 056 921 | 3 668 898 227 | 1 015 829 000 |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 9 867 213 000 | 766 341 000 | 766 341 000 | 763 094 000 | 1 378 036 703 | 440 631 943 | 647 845 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 17 500 000 | - | - | - | 2 174 377 703 | 1 236 972 943 | 2 076 284 000 |
| 02 | ASSEMBLEE NATIONALE | 9 376 886 000 | 52 491 000 | 52 491 000 | 53 501 000 | 5 988 211 | 5 988 211 | - | 2 149 844 750 | 2 149 844 750 | 2 149 805 000 | 5 000 000 | - | - | 2 213 323 961 | 2 208 323 961 | 2 203 306 000 |
| 03 | PRIMATURE | 5 729 321 000 | 265 224 000 | 265 224 000 | 265 402 000 | 650 573 799 | 420 431 109 | 366 360 000 | 304 624 110 | 249 744 110 | 105 416 000 | - | - | - | 1 220 421 909 | 935 399 219 | 1 103 538 000 |
| 04 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 500 152 000 | 56 364 000 | 56 364 000 | 56 823 000 | 8 229 547 | 104 547 | 3 750 000 | - | - | - | - | - | - | 64 593 547 | 56 468 547 | 64 323 000 |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 732 962 000 | 33 616 000 | 33 616 000 | 35 467 000 | - | - | - | 300 000 000 | 300 000 000 | 233 704 000 | - | - | - | 333 616 000 | 333 616 000 | 269 171 000 |
| 06 | HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION | 257 874 000 | 33 856 000 | 33 856 000 | 34 087 000 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 33 856 000 | 33 856 000 | 34 087 000 |
| 07 | CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION | 273 439 000 | 34 038 000 | 34 038 000 | 36 256 000 | - | - | - | 31 257 000 | 31 257 000 | 14 000 000 | - | - | - | 65 295 000 | 65 295 000 | 50 256 000 |
| 08 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 31 400 000 | - | - | - | 875 000 | - | 875 000 | - | - | - | - | - | - | 875 000 | - | 1 750 000 |
| 09 | HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE | 452 324 000 | 57 875 000 | 57 875 000 | 58 435 000 | - | - | - | 53 250 000 | 53 250 000 | 53 250 000 | - | - | - | 111 125 000 | 111 125 000 | 111 685 000 |
| 10 | AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS | 2 700 000 000 | - | - | 121 176 000 | - | - | - | 855 107 214 | 855 107 214 | 133 333 000 | - | - | - | 855 107 214 | 855 107 214 | 254 509 000 |
| 11 | COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES | 75 000 000 | - | - | - | - | - | - | 18 500 000 | 18 500 000 | 12 500 000 | - | - | - | - | - | - |
| 12 | MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 832 302 000 | 105 589 000 | 105 589 000 | 106 040 000 | - | - | 2 695 000 | - | - | - | - | - | - | 105 589 000 | 105 589 000 | 111 430 000 |
| 13 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 4 682 730 000 | 838 542 000 | 838 542 000 | 799 739 000 | 28 202 450 | 5 207 050 | 15 000 000 | 32 570 000 | 32 570 000 | 13 820 000 | - | - | - | 899 314 450 | 876 319 050 | 843 559 000 |
| 14 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | 4 978 748 000 | 202 510 000 | 202 510 000 | 202 899 000 | 63 048 886 | 6 782 625 | 6 710 000 | 242 000 000 | 227 500 000 | 10 000 000 | 23 723 126 | 11 245 976 | 9 490 000 | 531 282 012 | 448 038 601 | 233 691 000 |
| 15 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 4 400 003 000 | 747 222 000 | 747 222 000 | 796 289 000 | 2 213 476 | 1 000 772 | 33 740 000 | - | - | - | - | - | - | 749 435 476 | 748 232 772 | 863 769 000 |
| 21 | MINISTERE DE LA DEPENSE NATIONALE | 42 237 440 000 | 9 084 618 000 | 9 084 618 000 | 9 084 997 000 | 121 512 001 | 36 540 401 | 197 912 000 | 82 708 250 | 82 708 250 | 77 183 000 | 1 273 712 481 | 999 991 981 | 10 000 000 | 10 562 550 732 | 10 203 858 632 | 9 568 004 000 |
| 22 | MINISTERE CHARGE DU DDR | 697 147 000 | 45 901 000 | 45 901 000 | 46 360 000 | 301 387 818 | 163 810 405 | - | 21 250 000 | 21 250 000 | 6 000 000 | - | - | - | 368 538 818 | 230 961 405 | 52 360 000 |
| 23 | MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 13 938 257 000 | 2 062 551 000 | 2 062 551 000 | 2 062 551 000 | 7 000 000 | - | 39 967 000 | 42 763 000 | 40 000 000 | 40 000 000 | - | - | - | 2 112 314 000 | 2 102 551 000 | 2 182 485 000 |
| 30 | MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET | 14 539 986 000 | 1 239 488 000 | 1 239 488 000 | 1 159 428 000 | 187 063 228 | 33 461 044 | 238 202 000 | 195 776 000 | 87 500 000 | 141 245 000 | 507 097 333 | 346 897 290 | 134 067 000 | 2 129 424 561 | 1 707 346 334 | 1 911 144 000 |
| 31 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PENS ET DE LA CONCOMERCE | 18 859 457 000 | 178 903 000 | 178 903 000 | 152 396 000 | 586 586 838 | 315 733 725 | 6 000 000 | 243 750 000 | 193 750 000 | 123 917 000 | - | - | - | 1 009 239 838 | 688 586 725 | 288 313 000 |
| 32 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 879 897 000 | 142 508 000 | 142 508 000 | 143 093 000 | 8 358 807 | 8 358 807 | 762 000 | 35 000 000 | 27 500 000 | 35 000 000 | - | - | - | 185 866 807 | 178 366 807 | 179 617 000 |
| 33 | MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI | 615 133 000 | 85 983 000 | 85 983 000 | 86 608 000 | 6 517 801 | 1 498 788 | - | - | - | - | - | - | - | 92 500 801 | 87 481 788 | 86 608 000 |
| 40 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE | 23 847 038 000 | 3 729 360 000 | 3 729 360 000 | 3 579 715 000 | - | - | 106 033 000 | 403 516 000 | 400 000 000 | 3 516 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | - | 4 332 876 000 | 4 329 360 000 | 3 795 297 000 |
| 41 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 9 830 036 000 | 1 836 968 000 | 1 836 968 000 | 1 033 959 000 | 1 532 726 256 | 1 411 546 735 | 39 753 000 | 352 229 022 | 25 696 522 | 109 675 000 | 125 000 000 | 125 000 000 | - | 3 846 923 278 | 3 399 211 257 | 1 223 140 000 |
| 50 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS | 1 253 969 000 | 84 771 000 | 84 771 000 | 85 118 000 | 63 023 539 | 33 872 102 | 1 500 000 | 27 500 000 | - | 27 500 000 | - | - | - | 175 293 539 | 118 643 102 | 115 618 000 |
| 51 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE | 1 784 119 000 | 133 610 000 | 133 610 000 | 134 169 000 | 9 794 983 | 6 822 311 | 165 605 000 | - | - | - | - | - | - | 143 404 983 | 140 432 311 | 465 379 000 |
| 60 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | 23 231 022 000 | 1 134 085 000 | 1 134 085 000 | 1 120 538 000 | 292 404 483 | 5 189 696 | 56 505 000 | 507 617 851 | 498 030 451 | 62 860 000 | - | - | - | 1 994 107 334 | 1 637 305 147 | 1 296 408 000 |
| 70 | MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE | 2 059 287 000 | 65 284 000 | 65 284 000 | 65 743 000 | 206 453 379 | 91 995 964 | 4 831 000 | 63 937 500 | 41 937 500 | 41 937 000 | - | - | - | 335 674 879 | 199 217 464 | 117 542 000 |
| 71 | MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE | 2 043 947 000 | 89 735 000 | 89 735 000 | 90 060 000 | 7 860 842 | 6 107 320 | 750 000 | 23 577 500 | 23 577 500 | 20 000 000 | - | - | - | 121 173 342 | 119 419 820 | 111 560 000 |
| 80 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 22 414 366 000 | 104 164 000 | 104 164 000 | 94 688 000 | 750 000 | - | 1 138 000 | 322 562 500 | 322 562 500 | 119 670 000 | 148 160 812 | 148 160 812 | 25 210 000 | 575 637 312 | 574 887 312 | 241 844 000 |
| 81 | MINISTERE DE L'URBANISME | 1 285 279 000 | 108 760 000 | 108 760 000 | 109 218 000 | 7 939 414 | 3 939 414 | 5 310 000 | 477 562 500 | 47 756 250 | 40 461 000 | 37 998 899 | - | - | 632 260 813 | 160 455 664 | 160 299 000 |
| 82 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 821 164 000 | 116 485 000 | 116 485 000 | 117 011 000 | 22 971 742 | 16 871 742 | - | - | - | - | - | - | - | 139 456 742 | 133 356 742 | 117 011 000 |
| 83 | MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE | 1 604 237 000 | 91 286 000 | 91 286 000 | 91 743 000 | - | - | - | 43 750 000 | 43 750 000 | 43 750 000 | - | - | - | 135 036 000 | 135 036 000 | 135 493 000 |
| 84 | MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE | 16 741 832 000 | 67 211 000 | 67 211 000 | 67 975 000 | 1 500 000 | - | 20 520 000 | 33 600 000 | 33 600 000 | 24 999 000 | - | - | - | 102 311 000 | 100 811 000 | 134 014 000 |
| 85 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES | 4 517 731 000 | 124 534 000 | 124 534 000 | 76 523 000 | 85 162 708 | 69 912 708 | - | 46 875 000 | 427 467 638 | 278 795 000 | - | - | - | 256 571 708 | 621 914 366 | 355 318 000 |
| 90 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 838 565 000 | 159 267 000 | 159 267 000 | 138 376 000 | - | - | - | 750 000 | 750 000 | 750 000 | - | - | - | 160 017 000 | 160 017 000 | 139 126 000 |
| 91 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 529 815 000 | 75 949 000 | 75 949 000 | 76 713 000 | 42 854 | 42 854 | - | 34 612 500 | - | - | - | - | - | 110 604 354 | 75 991 854 | 76 713 000 |
| 92 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | 28 442 107 000 | 192 267 000 | 192 267 000 | 192 650 000 | - | - | 203 000 | 453 437 500 | 403 437 500 | 271 196 000 | - | - | - | 645 704 500 | 595 704 500 | 464 252 000 |
| 93 | MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE | 773 747 000 | 98 306 000 | 98 306 000 | 98 489 000 | 2 425 451 | 2 129 659 | - | 20 000 000 | 20 000 000 | 11 274 000 | 4 498 676 | 2 499 476 | 2 100 000 | 125 230 127 | 122 935 135 | 111 863 000 |
| 94 | MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE | 3 525 497 000 | 182 441 000 | 182 441 000 | 174 052 000 | - | - | - | 193 000 000 | 162 500 000 | 86 221 000 | - | - | - | 373 441 000 | 344 941 000 | 260 273 000 |
| 95 | MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME | 1 078 073 000 | 104 843 000 | 104 843 000 | 105 408 000 | 2 328 264 | 1 737 645 | - | 6 524 000 | 1 524 000 | - | 10 884 550 | - | - | 124 579 814 | 108 104 645 | 105 408 000 |
| 96 | MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE | 4 131 407 000 | 84 230 000 | 84 230 000 | 584 888 000 | 6 552 174 | 1 109 139 | - | 162 500 000 | 162 500 000 | - | - | - | - | 253 282 174 | 247 839 139 | 584 888 000 |
| | TOTAL GENERAL | 319 987 889 000 | 24 617 176 000 | 24 617 176 000 | 24 101 677 000 | 6 277 075 054 | 3 296 582 793 | 2 389 364 000 | 12 088 463 738 | 10 478 713 355 | 4 458 232 000 | 2 336 075 877 | 1 833 795 535 | 180 827 000 | 45 300 290 669 | 40 207 767 683 | 33 506 964 000 |

BR

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 1er trimestre 2024

| Code | Institution / Ministère | Dépenses du personnel | | |
|----------------------|--|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | | Engagé | Ordonnancé | Payé |
| 00 | DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES | | | |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 766 341 | 766 341 | 763 094 |
| 02 | ASSEMBLEE NATIONALE | 52 491 | 52 491 | 53 501 |
| 03 | PRIMATURE | 265 224 | 265 224 | 265 402 |
| 04 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 56 364 | 56 364 | 56 823 |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 33 616 | 33 616 | 35 467 |
| 06 | HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION | 33 856 | 33 856 | 34 087 |
| 07 | CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION | 34 038 | 34 038 | 36 256 |
| 08 | HAUTE COUR DE JUSTICE | - | - | |
| 09 | HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV | 57 875 | 57 875 | 58 435 |
| 10 | AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS | - | - | 121 176 |
| 12 | MINISTERE CHARGE DU SGG | 105 589 | 105 589 | 106 040 |
| 13 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 838 542 | 838 542 | 799 739 |
| 14 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | 202 510 | 202 510 | 202 899 |
| 15 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 747 222 | 747 222 | 796 289 |
| 21 | MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE | 9 084 618 | 9 084 618 | 9 084 997 |
| 22 | MINISTERE CHARGE DU DDRR | 45 901 | 45 901 | 46 360 |
| 23 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 2 062 551 | 2 062 551 | 2 062 551 |
| 30 | MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET | 1 239 488 | 1 239 488 | 1 159 428 |
| 31 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP | 178 903 | 178 903 | 152 396 |
| 32 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 142 508 | 142 508 | 143 093 |
| 33 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI | 85 983 | 85 983 | 86 608 |
| 40 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE | 3 729 360 | 3 729 360 | 3 579 715 |
| 41 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 1 836 968 | 1 836 968 | 1 033 959 |
| 50 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS | 84 771 | 84 771 | 85 118 |
| 51 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE | 133 610 | 133 610 | 134 169 |
| 60 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | 1 134 085 | 1 134 085 | 1 120 538 |
| 70 | MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE | 65 284 | 65 284 | 65 743 |
| 71 | MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE | 89 735 | 89 735 | 90 060 |
| 80 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP | 104 164 | 104 164 | 94 688 |
| 81 | MINISTERE DE L'URBANISME | 108 760 | 108 760 | 109 218 |
| 82 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 116 485 | 116 485 | 117 011 |
| 83 | MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE | 91 286 | 91 286 | 91 743 |
| 84 | MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE | 67 211 | 67 211 | 67 975 |
| 85 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 124 534 | 124 534 | 76 523 |
| 90 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 159 267 | 159 267 | 138 376 |
| 91 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 75 949 | 75 949 | 76 713 |
| 92 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE | 192 267 | 192 267 | 192 650 |
| 93 | MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE | 98 306 | 98 306 | 98 489 |
| 94 | MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE | 182 441 | 182 441 | 174 052 |
| 95 | MINISTERE DU TOURISME | 104 843 | 104 843 | 105 408 |
| 96 | MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE | 84 230 | 84 230 | 584 888 |
| TOTAL GENERAL | | 24 617 179 | 24 617 179 | 24 101 677 |

65

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 1er trimestre 2024

| Code | Institution / Ministère | Dépenses des biens et services | | |
|----------------------|--|--------------------------------|------------------|------------------|
| | | Engagé | Ordonné | Payé |
| 00 | DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES | 510 391 | 510 391 | 433 437 |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 615 714 | 615 714 | 647 845 |
| 02 | ASSEMBLEE NATIONALE | 5 988 | 5 988 | |
| 03 | PRIMATURE | 535 364 | 386 452 | 366 360 |
| 04 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 8 263 | 138 244 | 3 750 |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | - | - | |
| 06 | HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION | 720 | 48 | |
| 07 | CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION | - | - | |
| 08 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 875 | - | 875 |
| 09 | HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV | - | - | |
| 10 | AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS | - | - | |
| 12 | MINISTERE CHARGE DU SGG | 16 202 | 3 207 | 2 695 |
| 13 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 45 263 | 7 532 | 15 000 |
| 14 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | 2 219 | 1 219 | 671 |
| 15 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 98 079 | 43 050 | 33 740 |
| 21 | MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE | 1 569 702 | 583 589 | 197 912 |
| 22 | MINISTERE CHARGE DU DDRR | 10 312 | - | |
| 23 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 150 247 | 115 670 | 39 967 |
| 30 | MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET | 445 125 | 321 806 | 238 202 |
| 31 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP | 22 154 | 17 467 | 6 000 |
| 32 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 4 796 | 2 046 | 762 |
| 33 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI | - | - | |
| 40 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE | 1 356 479 | 1 323 072 | 106 033 |
| 41 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 98 512 | 57 506 | 39 753 |
| 50 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS | 36 771 | 11 699 | 1 500 |
| 51 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE | 439 493 | 33 629 | 165 605 |
| 60 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | 482 819 | 232 193 | 56 505 |
| 70 | MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE | 31 367 | 9 163 | 4 831 |
| 71 | MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE | 14 589 | - | 750 |
| 80 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP | 10 600 | 6 249 | 1 138 |
| 81 | MINISTERE DE L'URBANISME | 48 389 | 28 608 | 5 310 |
| 82 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 1 000 | - | |
| 83 | MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE | 5 374 | - | |
| 84 | MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE | 157 485 | 110 584 | 20 520 |
| 85 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 37 903 | 36 418 | |
| 90 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 11 124 | 3 933 | |
| 91 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 5 | 5 | |
| 92 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE | 18 009 | 3 684 | 203 |
| 93 | MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE | 22 246 | 4 498 | |
| 94 | MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE | 4 755 | 2 826 | |
| 95 | MINISTERE DU TOURISME | 62 738 | 2 374 | |
| 96 | MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE | 96 515 | 3 517 | |
| TOTAL GENERAL | | 6 977 587 | 4 622 381 | 2 389 364 |

BPS

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 1er trimestre 2024

| Code | Institution / Ministère | Dépenses de transferts | | |
|----------------------|--|------------------------|------------------|------------------|
| | | Engagé | Ordonnancé | Payé |
| 00 | DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES | 1 360 169 | 525 447 | 148 955 |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 30 000 | 30 000 | 17 500 |
| 02 | ASSEMBLEE NATIONALE | 2 149 845 | 2 149 845 | 2 149 805 |
| 03 | PRIMATURE | 253 494 | 253 494 | 105 416 |
| 04 | COUR CONSTITUTIONNELLE | - | - | |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 300 000 | 300 000 | 233 704 |
| 06 | HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION | 14 250 | - | |
| 07 | CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION | 31 257 | 31 257 | 14 000 |
| 08 | HAUTE COUR DE JUSTICE | - | - | |
| 09 | HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV | 53 250 | 53 250 | 53 250 |
| 10 | AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS | 855 107 | 855 107 | 133 333 |
| 11 | COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L HOMME | 18 750 | 18 750 | 12 500 |
| 12 | MINISTERE CHARGE DU SGG | - | - | |
| 13 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 16 790 | 16 790 | 13 820 |
| 14 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | 235 000 | 235 000 | 10 000 |
| 15 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 33 500 | 25 000 | |
| 21 | MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE | 92 708 | 92 708 | 77 183 |
| 22 | MINISTERE CHARGE DU DDDR | 21 250 | 21 250 | 6 000 |
| 23 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 47 263 | 44 500 | 40 000 |
| 30 | MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET | 195 776 | 87 500 | 141 245 |
| 31 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP | 193 750 | 193 750 | 123 917 |
| 32 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 35 000 | 27 500 | 35 000 |
| 33 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI | - | - | |
| 40 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE | 409 574 | 403 516 | 3 516 |
| 41 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 423 478 | 361 423 | 109 675 |
| 50 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS | 28 375 | 27 500 | 27 500 |
| 51 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE | 18 550 | 18 550 | |
| 60 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | 580 118 | 530 118 | 62 860 |
| 70 | MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE | 41 937 | 41 937 | 41 937 |
| 71 | MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE | 23 578 | 23 578 | 20 000 |
| 80 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP | 447 562 | 322 562 | 119 670 |
| 81 | MINISTERE DE L'URBANISME | 47 556 | 47 556 | 40 461 |
| 82 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 2 500 | 2 500 | |
| 83 | MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE | 43 750 | 43 750 | 43 750 |
| 84 | MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE | 33 600 | 33 600 | 24 999 |
| 85 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 468 750 | 468 750 | 278 795 |
| 90 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 2 000 | 2 000 | 750 |
| 91 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 34 613 | 34 613 | |
| 92 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE | 403 437 | 403 437 | 271 196 |
| 93 | MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE | 20 000 | 20 000 | 11 274 |
| 94 | MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE | 164 169 | 163 209 | 86 221 |
| 95 | MINISTERE DU TOURISME | 6 524 | 1 524 | |
| 96 | MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE | 162 500 | 162 500 | |
| TOTAL GENERAL | | 9 299 730 | 8 073 771 | 4 458 232 |

PSS

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 1er trimestre 2024

| Code | Institution / Ministère | Dépenses d'investissement | | |
|----------------------|--|---------------------------|------------------|----------------|
| | | Engagé | Ordonnancé | Payé |
| 00 | DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES | - | - | |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | - | - | |
| 02 | ASSEMBLEE NATIONALE | - | - | |
| 03 | PRIMATURE | 144 840 | - | |
| 04 | COUR CONSTITUTIONNELLE | - | - | |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | - | - | |
| 06 | HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION | - | - | |
| 07 | CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION | - | - | |
| 08 | HAUTE COUR DE JUSTICE | - | - | |
| 09 | HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV | - | - | |
| 10 | AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS | - | - | |
| 12 | MINISTERE CHARGE DU SGG | 4 280 | - | |
| 13 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 74 908 | 9 500 | |
| 14 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | 57 476 | 57 476 | 9 450 |
| 15 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | - | - | |
| 21 | MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE | 1 098 286 | 1 049 139 | 10 000 |
| 22 | MINISTERE CHARGE DU DDDR | 6 500 | - | |
| 23 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 12 081 | - | |
| 30 | MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET | 758 766 | 494 082 | 134 067 |
| 31 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP | 8 371 | - | |
| 32 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 4 749 | - | |
| 33 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI | - | - | |
| 40 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE | 244 998 | 200 000 | |
| 41 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 148 000 | 125 000 | |
| 50 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS | 78 121 | - | |
| 51 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE | 29 836 | - | |
| 60 | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | 24 997 | 15 000 | |
| 70 | MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE | - | - | |
| 71 | MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE | 14 992 | - | |
| 80 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP | 268 161 | 268 161 | 25 210 |
| 81 | MINISTERE DE L'URBANISME | 30 499 | 17 999 | |
| 82 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 138 198 | - | |
| 83 | MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE | - | - | |
| 84 | MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE | 300 | 170 000 | |
| 85 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | - | - | |
| 90 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 8 961 | 2 999 | |
| 91 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | - | - | |
| 92 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE | 34 293 | - | |
| 93 | MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE | 25 494 | 15 997 | 2 100 |
| 94 | MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE | 452 500 | - | |
| 95 | MINISTERE DU TOURISME | 99 497 | - | |
| 96 | MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE | 337 953 | - | |
| TOTAL GENERAL | | 4 107 057 | 2 425 353 | 180 827 |

BA